

Grèce : pas d'accord sur l'aide à dix jours d'un sommet clé

Les ministres des finances de la zone euro et de l'Union européenne ne sont pas parvenus hier soir à résoudre leurs divergences sur l'implication du secteur privé dans un deuxième plan de soutien à la Grèce, à dix jours d'un sommet européen décisif.

Selon plusieurs sources proches des négociations, il s'agirait d'obtenir des créanciers privés un engagement sur une somme totale d'environ 30 milliards d'euros, qui s'ajouterait à 30 milliards d'euros tirés du programme de privatisations annoncé en janvier et à 60 milliards d'euros de nouveaux prêts de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI). De nouvelles réunions de l'Eurogroupe et du conseil Ecofin auront lieu lundi prochain à Luxembourg afin de parvenir à un accord final les 23 et 24 juin lors du Conseil européen.

A Athènes, les manifestants de la place Syntagma (place de la Constitution) ont annoncé leur intention de boucler les accès au Parlement ce mercredi pour empêcher les députés de débattre des nouvelles mesures d'austérité défendues par le gouvernement socialiste. Le grand syndicat de la fonction publique, ADEDY, a prévu pour sa part de rejoindre ces manifestants à l'occasion d'une grève nationale. La police a annoncé qu'elle déploierait 1 500 hommes, au lieu de 300, pour maintenir l'ordre sur la place.

Les taux longs grecs ont atteint mardi des niveaux records après la dégradation de trois crans de la note de sa dette à long terme par Standard & Poor's, et alors que le débat fait rage sur la possibilité de restructurer la dette publique du pays. A 18 h 30, les taux grecs à dix ans se tendaient très fortement, à 17,156 %, contre 16,753 % la veille au soir, un niveau jamais vu.